

publics. Tout ce qu'il aura à faire sera de coordonner le transfert de l'impôt sur le revenu aux villes. C'est l'impression qui me reste après avoir écouté les premiers orateurs d'en face.

Puis-je exprimer l'opinion que le gouvernement et nous tous devons avoir comme principe directeur de rechercher des objectifs et de les définir. Quel objectif vise la politique urbaine: créer le genre de villes que nous voulons habiter. Pour y parvenir, il faut faire bien plus que n'indique le projet initial présenté par les membres de ce groupe. Le premier problème est de coordonner les services urbains matériels—l'infrastructure, les services qui passent sous le sol, décider de la profondeur à laquelle doivent se trouver les transformateurs quand on fait les installations souterraines d'électricité, de la dimension des égouts sanitaires, de celle des conduits d'adduction d'eau. Pour tout cela, il faut pouvoir prévoir la densité démographique de la ville non seulement pour cinq ou dix ans, mais pour la durée des installations. Il faut mesurer des choses qui ne peuvent être mesurées, et prévoir quantitativement des choses qui ne peuvent être prévues. En plus des services souterrains, il est nécessaire que les services installés au sol et au-dessus soient planifiés, de même que les artères de circulation et une foule de choses sans lesquelles notre vie citadine est impossible.

La tâche d'un urbaniste est très lourde, monsieur l'Orateur. Nous avons peut-être à Ottawa un des meilleurs exemples du continent quant aux difficultés que rencontre une communauté urbaine pour mener à bien la planification de nos villes et de nos structures urbaines. Dès 1911, le rapport Holt recommandait la construction de tout un ensemble d'immeubles gouvernementaux des deux côtés du canal. Pour le plus grand bonheur d'Ottawa, personne n'a pu donner suite à ce rapport. Il en aurait résulté un désastre au point de vue circulation, qui aurait créé, avant l'avènement de l'automobile, des conditions dans lesquelles les générations suivantes n'auraient pu vivre.

Non seulement devons-nous songer aux services matériels des villes, monsieur l'Orateur, —Dieu sait si les complexités des besoins anticipés sont suffisamment grands et qu'ils posent un défi aux meilleurs instruments de l'ère de l'ordinateur—mais il faut nous arrêter à la qualité de la vie des villes elles-mêmes. J'aime penser à celles-ci en fonction de deux caractéristiques fondamentales. Elles sont dynamiques et démocratiques, j'espère. Les villes sont la source d'innovations techniques dans notre société. Ce sont elles qui créent la

demande de services nouveaux, plus grands et meilleurs. Les villes veulent de meilleures écoles et de nouvelles options, un rapport plus équitable entre étudiants et professeurs, et elles ne sont jamais satisfaites de ce qu'elles ont. C'est à cause des villes qu'on demande les conditions de vie les plus élevées et les meilleures jamais connues au XX^e siècle.

On ne peut guère, monsieur l'Orateur, définir les éléments qui doivent constituer le fondement d'une vie harmonieuse. Notre vie s'inspire, sous bien des rapports, d'un reliquat culturel d'un passé rural que nous idéalisons. Au début du XX^e siècle, plus de la moitié de notre population active se livrait à l'agriculture; aujourd'hui, moins de 10 p. 100 cultive la terre, et non seulement cette fraction produit-elle suffisamment pour nourrir tout le Canada, mais ses excédents sont si énormes qu'on a peine à les écouler. Je me souviens avoir lu que les valeurs culturelles de la génération précédente étaient celles du roman d'Horatio Alger: le garçon qui grandit à la campagne, résiste aux tentations de la ville, travaille dur, dépense peu, se forge une raison de vivre une vie honnête et décente et qui connaît la prospérité. J'ai lu au même endroit que le tableau d'Horatio Alger au XX^e siècle serait à peu près comme ceci: le jeune citadin qui a l'occasion de se mieux instruire, d'être en meilleure santé, d'être mieux éduqué, qui décide d'aller cultiver une terre qui n'est pas bien employée et qui réussit fort bien à écouler ses excédents grâce aux subventions du gouvernement.

Le deuxième cas est, en quelque sorte, l'inverse du premier. Il est indéniable que, dans notre contexte urbain, il nous faille établir, à notre gré, les normes que nous voulons attribuer à la qualité de la vie. L'administration démocratique des services qu'il faut assurer aux centres urbains constitue l'une des conditions essentielles pour donner aux villes la physionomie que j'aimerais leur voir arborer. A mon sens, une ville démocratique n'est pas fragmentée par des loyers à prix modiques ni par d'autres ghettos. C'est un endroit où tous ont accès égal à l'éducation et aux soins médicaux, où tout ce qui fait partie de ce que nous appelons la bonne vie est accessible, où les gens ont leur mot à dire sur la façon dont ils sont gouvernés.

• (9.00 p.m.)

C'est une proposition très simple, un axiome fondamental que bien peu de députés mettent en doute. Mais l'application de ces principes dans une ville pose des difficultés innombrables. La zone de l'hôpital n'a pas les